

Le vote des Québécoises aux élections fédérales et provinciales depuis 1921 : une assiduité insoupçonnée

Chantal Maillé

Volume 3, numéro 1, 1990

L'amère patrie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057586ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057586ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

À l'occasion des nouveaux rebondissements entourant l'avortement au Québec, cet article s'interroge sur les possibilités que du symbolique puisse encore entourer la maternité dans un contexte marqué par l'Etat-providence et par le mouvement féministe. Il retrace un cheminement qui semble aboutir à faire disparaître la mère pour qu'apparaisse la femme. Il suggère un retour sur les implications du slogan « les enfants que nous voulons, quand nous voulons ».

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Maillé, C. (1990). Le vote des Québécoises aux élections fédérales et provinciales depuis 1921 : une assiduité insoupçonnée. *Recherches féministes*, 3(1), 83–95. <https://doi.org/10.7202/057586ar>

Le vote des Québécoises aux élections fédérales et provinciales depuis 1921 : une assiduité insoupçonnée

Chantal Maillé

Au cours des dernières années, le débat sur la participation politique des femmes, au Québec et ailleurs, s'est enrichi des travaux théoriques et pratiques des féministes qui ont suggéré de nouvelles avenues d'analyse. Au traitement désincarné de la variable « sexe », les féministes ont opposé une compréhension multidimensionnelle du rapport des femmes à la politique. On peut, grosso modo, regrouper ces travaux en deux courants : un premier qui a permis de revoir les travaux précédents sur la participation des femmes aux structures politiques définies de façon traditionnelle, soit le vote et les institutions officielles de la vie politique, et un second courant qui a cherché à élargir le champ d'observation aux territoires d'action politique davantage liés à l'expérience des femmes. La logique de ce second courant participe à une volonté de faire émerger un être féminin « absent » du territoire de la politique officielle.

Sans s'inscrire en faux contre ce dernier courant, notre article propose une analyse de la participation des Québécoises aux élections depuis leur affranchissement officiel et vise à démontrer que les femmes ont très rapidement et massivement utilisé leurs droits politiques formels. On ne saurait conclure plus longtemps à leur absence des lieux formels de participation politique ou à leur désintérêt.

Dans un premier temps, nous examinerons les taux de participation des Québécoises aux élections fédérales à partir de l'élection de 1921, où pour la première fois elles furent toutes admises à voter, puis nous commenterons plus longuement les données sur leur participation aux élections provinciales à compter de 1944. Nous exposerons certaines données sur l'attitude des femmes à l'égard de la politique officielle, pour les décennies 1960 et 1970, pour terminer par une réflexion sur l'existence d'un « gender gap » électoral.

Les Québécoises et les élections fédérales depuis 1921

Au cours des vingt années où les suffragettes québécoises feront campagne pour obtenir un droit que le gouvernement fédéral leur a reconnu, les arguments les plus communément invoqués contre le suffrage féminin provincial par les élites politiques et religieuses seront l'opposition ou l'indifférence des Québécoises¹ et leur abstentionnisme massif aux élections fédérales de 1921. Or

plusieurs indicateurs nous permettent de croire en l'absence de fondement de ce dernier argument. Selon l'une des plumes du journal féminin *La bonne parole*, 90 % des Québécoises inscrites sur les listes électorales se seraient prévaluées de leur droit de vote lors de ces élections (Gérin-Lajoie 1922 : 3).

Bien que la question du scrutin provincial² ne semble pas faire l'unanimité à l'époque parmi les Québécoises, nous avons résolu de nous pencher sur les taux de participation de ces dernières aux élections fédérales entre 1921 et 1940. Dans les faits, comment se comportaient les Québécoises face au scrutin fédéral ? Se sont-elles montrées totalement désintéressées, abstentionnistes ou participantes ?

Tableau 1

Estimation de la participation de la population québécoise aux élections fédérales de 1908 à 1945

Année d'élection ¹	Nombre d'électeurs inscrits ¹	Estimation de la population ² de 21 ans et plus	Estimation de la population non inscrite ² %	Taux de participation de la population inscrite ¹ %
1908.....	413 981 (h)	n.d.	n.d.	69,3
1911.....	455 288 (h)	n.d.	n.d.	74,3
1917.....	396 666 (h)	n.d.	n.d.	81,4
1921.....	1 056 801 (h+f)	1 192 090 (h+f)	11	75,7
1925.....	1 124 998 (h+f)	1 319 858 (h+f)	14	71,6
1926.....	1 133 633 (h+f)	1 351 800 (h+f)	16	71,4
1930.....	1 351 585 (h+f)	1 479 568 (h+f)	8	76,2
1935.....	1 575 159 (h+f)	1 657 230 (h+f)	5	73,8
1940.....	1 799 942 (h+f)	1 838 378 (h+f)	2	66,1
1945.....	1 956 225 (h+f)	2 037 491 (h+f)	4	73,3

¹ P. Drouilly, *Statistiques électorales fédérales du Québec, 1867-1980*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1983.

² Chiffres estimés à partir des données des recensements de 1921-1931-1941, Statistique Canada, catalogue 93-101, tableau 1-6, « Population du Québec par sexe et groupes d'âge de 1921 à 1986 ».

Note : Les chiffres sur la population adulte masculine avant 1921 ne sont pas disponibles.

Le Tableau 1 donne un aperçu des taux de participation du Québec aux élections fédérales avant et après l'octroi du suffrage féminin. À partir des statistiques compilées par Drouilly (1983), on peut constater que les taux de participation de la population québécoise aux élections fédérales n'ont pas vraiment chuté avant et après l'octroi du scrutin féminin. Si l'on regarde les taux de participation aux élections de 1908, 1911 et 1917, où seuls les hommes votaient (en 1917, quelques femmes purent voter), on remarque que la

participation oscille entre 69,3 % et 81,4 %. Lors des élections suivantes, la participation varie de 66,1 % (1940) à 75,7 % pour l'élection de 1921, année où la majorité des femmes votent pour la première fois. On pourrait croire que nombre de femmes ne se seraient pas inscrites sur les listes électorales, ce qui pourrait expliquer le maintien des taux de participation. Or une estimation de la population non inscrite, faite à partir d'une estimation de la population habilitée à voter, c'est-à-dire âgée de 21 ans et plus, nous laisse croire que les femmes sont très majoritairement inscrites sur les listes électorales³.

Tableau 2

Estimation de la participation de la population québécoise aux élections provinciales de 1927 à 1952

Année d'élection ¹	Nombre d'électeurs inscrits ¹	Estimation de la population ² de 21 ans et plus	Estimation de la population non inscrite ² %	Taux de participation de la population inscrite ¹ %
1927.....	569 018 (h)	699 157 (h)	18	62,9
1931.....	641 324 (h)	766 291 (h)	16	77,0
1935.....	739 300 (h)	836 701 (h)	12	76,2
1936.....	746 414 (h)	854 303 (h)	12	76,9
1939.....	753 310 (h)	902 787 (h)	19	77,0
1944.....	1 345 511 (h+f)	1 997 822 (h+f)	32	72,1
1948.....	2 036 576 (h+f)	2 160 510 (h+f)	6	75,2
1952.....	2 247 008 (h+f)	2 282 526 (h+f)	2	75,9

¹ P. Drouilly, *Statistiques électorales du Québec, 1867-1981*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1982.

² Selon une estimation à partir des données de Statistique Canada, Catalogue 93-101, tableau 1-6, « Population du Québec par sexe et groupe d'âge de 1921 à 1986 ».

Si l'on compare les données du Tableau 1 avec celles du Tableau 2, on peut relever que les pourcentages de population non inscrite n'augmentent pas lorsque les femmes sont habilitées à s'inscrire sur les listes électorales, si l'on excepte l'élection de 1944, année où le fort pourcentage de population non inscrite peut être attribuable à la conjoncture de guerre et à la conscription de 1942. On peut donc penser, sur la base de ces données, que la population féminine du Québec s'est rendue aux urnes en nombre lors des scrutins fédéraux où elle fut habilitée à le faire. Une étude de Bernard sur l'abstentionnisme électoral au Québec de 1867 à 1967 tire des conclusions qui vont en ce sens et pose même l'hypothèse que les femmes du Québec votaient plus que les hommes, parce que, en 1920 ou en 1944, elles étaient plus instruites que ceux-ci et qu'elles écoutaient la radio, ces facteurs pouvant avoir une incidence sur la participation électorale (Bernard 1970 : 28).

L'octroi aux femmes du droit de vote au fédéral coïncide avec une période d'industrialisation et d'urbanisation propice à l'extension de la participation électorale. D'autres facteurs, comme la systématisation des listes électorales et l'assainissement des mœurs politiques, jouent en faveur d'une plus grande participation féminine.

Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que, au Québec, comme en Italie ou à Cuba, les femmes et les jeunes participent plus activement que les hommes d'âge mur. Ces deux catégories de la population sont les plus instruites, les plus attentives aussi à l'information.

Bernard 1970 : 248

À la lumière de ces écrits, il semble bien que les Québécoises se soient montrées intéressées à participer aux élections fédérales. Cependant la force de la participation des femmes aux élections fédérales a peu servi à la cause des suffragettes québécoises parce que les opposants au suffrage féminin provincial faisaient une distinction nette entre le vote fédéral et le vote provincial, la participation des Québécoises au vote fédéral étant vue comme un moyen possible de contourner les effets pervers du vote féminin des autres provinces (non catholiques), alors que le vote sur le territoire provincial devait rester une chasse gardée masculine (Maillé 1988 : 159).

Les comportements politiques des Québécoises après 1940

Si l'on peut se faire une certaine idée du niveau de participation politique des Québécoises au fédéral entre 1921 et 1940, quelle attitude celles-ci adoptèrent-elles après avoir, enfin, obtenu de voter au provincial ?

Les chiffres du Tableau 2 indiquent que le taux de participation de l'électorat inscrit sur les listes électorales a légèrement chuté l'année où les femmes participèrent pour la première fois, en 1944, avec 72,1 %, alors que les taux dans les années 1930 oscillaient autour de 77 %. Aux élections suivantes, les taux de participation augmentent autour de 75-76 %. On estime qu'en 1944, un très fort pourcentage de la population (32 % selon notre méthode de calcul) n'était pas inscrite sur les listes. Selon les chiffres de Drouilly (1983), le nombre d'inscrits en 1939 serait de 753 310 hommes et, 5 ans plus tard, alors qu'hommes et femmes de plus de 21 ans sont habilités à voter, ce nombre est moins du double : 1 345 511. Il se peut que le nombre potentiellement élevé de non-inscrits soit attribuable non pas à un abstentionnisme élevé des femmes, mais surtout à la conjoncture politique particulière de l'année 1944, avec la présence au front des soldats du Québec et la désertion de plusieurs conscrits des villes et des campagnes. Si l'on s'en tient à la participation des électeurs et électrices inscrits, on peut penser que l'entrée des femmes dans la cohorte n'a pas fait baisser dramatiquement les taux de participation, si l'on excepte l'année 1944 et si l'on considère ces taux valides. Il semblerait d'ailleurs que les listes électorales aient gagné une certaine fiabilité à partir de l'élection de 1944 :

Du point de vue de la fidélité des listes électorales du Québec, on peut donc distinguer trois périodes. Jusqu'à l'élection de 1919, les listes sont encombrées des noms d'électeurs décédés, absents ou inhabiles et de ceux de personnes qui n'ont pas le droit d'être inscrites (faute de remplir les conditions édictées). Ces listes ne comprennent pas, par contre, les noms d'une quantité importante d'électeurs potentiels qui n'ont pas su, ou qui n'ont pas voulu, entreprendre les démarches nécessaires à leur inscription. Entre l'élection

de 1923 et celle de 1939, la fiabilité des listes s'accroît progressivement. Enfin, depuis l'élection de 1944, qui marque le début de la troisième de ces périodes, les listes électorales atteignent normalement un haut degré de fiabilité.

Bernard 1970 : 25

Outre les chiffres précédemment cités sur la participation électorale globale, on ne sait que peu de choses sur les taux de participation aux élections des hommes et des femmes ou sur les allégeances partisans dominantes selon le sexe entre 1940 et 1960, parce que la compilation du vote ne se fait pas selon le sexe. Il n'y a donc que les sondages d'opinion, les enquêtes faites avec échantillonnage pour nous renseigner sur les comportements des électeurs et électrices. La première enquête sur les attitudes de l'électorat québécois, qui remonte à 1960 (Beaud 1984 : 25), fut commandée par le Parti libéral du Québec avant les élections de 1960 au groupe de recherches sociales, dirigé par Maurice Pinard. Les données de cette étude ont été reprises par Depatie (1965) dans une dissertation de maîtrise. Cette dernière aborde la question de l'intérêt pour la politique chez les hommes et les femmes et tire de l'enquête de Pinard des chiffres qui démontrent l'existence d'un écart important, 74 % des hommes se disent intéressés par la politique provinciale contre 42 % des femmes. En croisant l'intérêt pour la politique provinciale avec le sexe et le groupe ethnique, l'auteure observe des différences significatives entre les Canadiennes françaises et les femmes d'autres groupes ethniques : 52,2 % des premières contre 67 % des secondes se disent intéressées par la politique, alors que l'intérêt chez les hommes de ces deux catégories est à peu près le même : 76,1 % pour les Canadiens français contre 76 % pour les non-Canadiens français. Pour Depatie :

[...] le fait que les femmes, en général, soient moins intéressées à la politique que les hommes est une donnée maintenant acquise, qui a été amplement vérifiée par de nombreuses études sur le terrain tant aux États-unis qu'en Europe. Le phénomène est donc largement répandu et l'on ne se surprendra pas de trouver une même différence d'attitudes au sein de la société canadienne-française.

Depatie 1965 : 99

Mais, si l'on en croit l'auteure, le manque d'intérêt des femmes ne serait pas le seul facteur explicatif. En effet, ces données illustrent un écart beaucoup plus important entre les hommes et les femmes canadiens-français (23,9 %) qu'entre les hommes et les femmes non canadiens-français (9 %). Cela s'expliquerait par la faiblesse du statut économique de la population canadienne-française.

Il est généralement admis qu'il existe une corrélation entre l'importance des différences d'attitudes entre hommes et femmes et le faible statut socio-économique. [...] L'incidence plus grande de rôles politiques différenciés selon le sexe que l'on trouve dans la société canadienne-française s'expliquerait donc par le fait que cette société contient un plus grand nombre d'individus de couches sociales inférieures.

Depatie 1965 : 99

On peut cependant opposer aux conclusions de Depatie la relativité de résultats basés sur l'interprétation, par des hommes et par des femmes, de *fréquences servant à mesurer l'intérêt pour la politique*. (Nous reviendrons plus loin sur cette question.)

La seconde série de données dont nous disposons pour mesurer le comportement politique comparé des hommes et des femmes date de 1965.

L'enquête fut poursuivie en 1974 et 1977⁴. Les données recueillies au cours de ces trois années sont exposées dans un article de Uhlaner (1984) qui en fait l'analyse sous l'angle des différences homme-femme. Ces données proviennent, pour les trois années, d'entrevues réalisées auprès d'un échantillon aléatoire et permettent de faire certaines comparaisons dans le temps sur la participation politique des hommes et des femmes (Tableaux, 3, 4, 5).

Tableau 3

**Répartition des réponses à un sondage sur l'exercice du droit de vote
Données de 1965 — par sexe — au Québec**

	Hommes %	Femmes %
<i>Question : Aux élections fédérales depuis que vous êtes en âge de voter, diriez-vous que vous avez voté dans</i>		
— aucune élection	2,5	2,8
— quelques élections	9,0	12,0
— la plupart des élections	23,9	25,5
— toutes les élections	64,6	59,7
<i>Question : Aux élections provinciales depuis que vous êtes en âge de voter, diriez-vous que vous avez voté dans</i>		
— aucune élection	12,0	9,3
— quelques élections	6,5	12,1
— la plupart des élections	26,2	23,3
— toutes les élections	55,2	55,3

N = 797

Source : *Canadian National Election Study*, 1965. Les données sont reproduites dans Uhlaner (1984 : 216).

Si nous ne retenons que les données cumulées sur la question de la participation au vote, on peut faire ressortir que, dans l'enquête de 1965, les femmes semblent un peu plus abstentionnistes que les hommes si l'on prend en considération le vote aux élections fédérales et un peu moins si l'on prend le vote provincial. Le Tableau 3 indique un pourcentage plus élevé d'hommes que de femmes qui disent n'avoir jamais exercé leur droit de vote au provincial et donne un pourcentage légèrement moins élevé de femmes que d'hommes qui se sont prévalués de leur droit de vote à toutes les élections fédérales (64,6 contre 59,7). Par contre aux élections provinciales le pourcentage d'hommes et de femmes qui votent est le même (55,2 contre 55,3). On constate également un plus fort pourcentage d'abstentionnistes chez les hommes puisque 12 % disent ne jamais voter aux élections provinciales contre 9,3 % chez les femmes.

Cet écart se maintient d'ailleurs quand on examine les résultats de 1974 au Tableau 4 et cette fois, autant aux élections fédérales que provinciales, le pourcentage de « vrais abstentionnistes », qui ne votent jamais, semble nettement plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Les femmes utilisent plus leur droit de vote que les hommes et cela aux deux paliers de gouvernement, et plus de femmes que d'hommes ont voté à toutes les élections.

Tableau 4
Répartition des réponses à un sondage
sur l'exercice du droit de vote
Données de 1974 — par sexe — au Québec

	Hommes %	Femmes %
<i>Question : Aux élections fédérales depuis que vous êtes en âge de voter, en incluant celle de juillet dernier, diriez-vous que vous avez voté dans</i>		
— aucune élection	6,4	3,2
— quelques élections	7,7	3,8
— la plupart des élections	23,7	26,0
— toutes les élections	62,2	66,8
<i>Question : Aux élections provinciales depuis que vous êtes en âge de voter, diriez-vous que vous avez voté dans</i>		
— aucune élection	7,1	4,3
— quelques élections	10,3	4,3
— la plupart des élections	16,8	25,0
— toutes les élections	65,8	66,3

N = 341

Source : *Canadian National Election Study*, 1965. Les données sont reproduites dans Uhlener (1984 : 217).

L'analyse de Uhlener révèle cependant que moins de femmes que d'hommes ont eu une forme de participation politique de type autre que le vote, comme l'illustre le Tableau 5. On remarque cependant que les différences ne sont pas très élevées et qu'il est aussi possible qu'hommes et femmes *interprètent différemment les catégories « rarement », « quelquefois » et « souvent »*. Le contenu que l'on peut prêter à ces catégories est effectivement arbitraire et le terme « quelquefois » peut signifier une fréquence d'activité différente d'une personne à une autre.

Ces données, bien que partielles, montrent que le comportement des femmes en 1963 et en 1974 est loin de correspondre à l'image d'apolitisme véhiculée par la science politique, et que les écarts, réels, dans le degré d'activité des hommes et des femmes ne sont pas aussi grands que ce qu'on a

soutenu, du moins en ce qui concerne le Québec. Les attitudes politiques ne sont pas réductibles à un pattern unique pour chacun des sexes.

Ces données nous permettent d'envisager l'exclusion des femmes des structures de représentation politique jusqu'aux débuts des années 1970 au Québec sous un angle nouveau, dont la clef n'est pas l'apolitisme ou l'absence généralisée d'intérêt des femmes pour toute forme d'activité politique. Si les femmes participent de façon aussi importante aux élections, il faut penser que leur absence des postes de pouvoir n'est pas le simple produit d'un manque d'intérêt pour la chose politique, mais qu'elle serait davantage attribuable à une série d'obstacles sociaux et idéologiques.

Tableau 5
Répartition des réponses à un sondage sur la participation
aux campagnes électorales
Données de 2 enquêtes 1965-1974 — par sexe — au Québec

	Hommes %	Femmes %
<i>1965 : Avez-vous personnellement aidé un ou des partis, ou candidat(s) (par exemple en faisant du porte à porte, en adressant des dépliant, etc.) ?</i>		
— Oui	6,7	4,3
— Non	93,3	95,7
<i>1974 : Avez-vous déjà passé quelque temps à travailler pour un parti politique ou un candidat en politique fédérale ?</i>		
— Jamais	83,7	83,6
— Rarement	5,2	6,6
— Quelquefois	7,2	6,6
— Souvent	3,9	3,3
— Total Oui	16,3	16,5
— Total Non	83,7	83,6
<i>1974 : Avez-vous passé quelque temps à travailler pour un parti politique ou un candidat en politique provinciale ?</i>		
— Jamais	82,6	81,5
— Rarement	3,9	6,0
— Quelquefois	7,1	9,1
— Souvent	6,4	3,3
— Total Oui	17,5	18,4
— Total Non	82,6	81,5

Source : *Canadian Nation Election Study*, 1965 et 1974. Les données sont reproduites dans Uhlaner (1984 : 218).

Uhlener part de l'hypothèse que les femmes auraient tendance à participer moins que les hommes aux activités politiques, mais en arrive à la conclusion que l'activité politique ne peut être expliquée uniquement par les variables que sont le sexe, l'intérêt, la partisanerie et la position économique, et que les ressources de groupe auraient un rôle important à jouer dans la détermination du niveau d'activité des individus. Elle constate cependant une tendance dans le temps vers l'égalité des sexes dans le niveau de participation (Uhlener 1984 : 240).

À propos de l'existence d'un « gender gap »

Si les femmes ont été longtemps exclues des lieux de pouvoir par la force des choses, c'est-à-dire par le moyen d'interdits juridiques, elles ont rapidement atteint des niveaux de participation élevés à certaines activités, dont le vote.

Aujourd'hui, on avance même l'existence d'un « gender gap »⁵ électoral, une division sexuelle du vote provoquant des différences importantes dans le soutien accordé aux partis politiques par l'un et l'autre sexe. Qu'en est-il pour le Québec ? Il s'avère difficile de répondre à cette question parce qu'il faut tenir compte d'une série d'indicateurs socio-économiques et pondérer la présence de ces caractéristiques auprès de chacun des groupes. Blais et Nadeau (1984), dans leur étude sur la clientèle péquiste de 1970 et 1980, mesurent par exemple l'appui de chacun des sexes à ce parti politique. Ils concluent qu'en dehors de Montréal, il n'y a pas de différence entre l'appui des hommes et celui des femmes au PQ, alors qu'à Montréal, il y aurait une différence marquée, les hommes donnant davantage leur appui au PQ que les femmes. Le raisonnement des auteurs pour expliquer cet écart est cependant curieux :

Pour ce qui est de la différence entre les hommes et les femmes, elle ne se manifeste vraiment qu'à Montréal, mais de façon croissante avec les années. À l'extérieur de Montréal, tout indique que l'unanimité partisane du ménage empêche toute différence de s'exprimer. À Montréal, par contre, la remise en question de cette unanimité, de même que l'augmentation des familles monoparentales, a accru la différence entre le vote des hommes et celui des femmes.

Blais et Nadeau 1984 : 315

En fait, cette interprétation nous semble fort discutable puisqu'elle postule au départ la position dominante de l'homme, dans le cas des femmes vivant en ménage, pour ce qui est des questions politiques alors que l'écart d'appui au PQ entre les hommes et les femmes à Montréal serait attribuable entre autres à l'absence d'influence masculine sur un nombre important de femmes (monoparentales, célibataires, etc.). *Quel curieux paradoxe que d'interpréter le comportement politique des femmes en fonction . . . des hommes et ce, alors que les mêmes auteurs ont précédemment établi que quatre variables influencent le vote péquiste, soit l'âge, la pratique religieuse, la syndicalisation et le secteur d'emploi (p. 315). N'auraient-ils pas mieux fait de jouer la logique de ces mêmes arguments pour les deux sexes et attribuer les différences d'appui au PQ à Montréal à des différences socio-économiques entre les hommes et les femmes ? Mais ceci est dans la logique des premières études sur le comportement politique des femmes qui concluaient que les femmes votent comme leur mari, au lieu d'attribuer cette caractéristique au fait que les gens en couple ont souvent les mêmes tendances politiques comme d'ailleurs l'avait fait remarquer Andrée*

Michel (1965) il y a plus de vingt ans à propos des conclusions de Duverger (1955).

Un autre moyen d'évaluer la présence d'un « gender gap » dans le comportement électoral consiste à reprendre les données des sondages pré-électorales. Cependant, il est difficile de mesurer les intentions réelles à partir de tels indicateurs pour plusieurs raisons. Prenons comme exemple un sondage réalisé avant les élections provinciales de 1976. À la question : « Si les élections provinciales au Québec avaient lieu aujourd'hui, pour lequel des partis suivants voteriez-vous ? [Énumération des partis] Si indécis ou refus, y aurait-il quand même un parti que vous seriez actuellement tenté d'appuyer ? » Les résultats obtenus par le Centre de recherche sur l'opinion publique (CROP) le 5 novembre 1976 (Bernard 1976 : 49) apparaissent au Tableau 6.

Tableau 6
Intentions de vote aux élections provinciales québécoises
de 1976 — par sexe

	<i>PQ</i>	<i>PLQ</i>	<i>UN</i>	<i>RC</i>	<i>PNP</i>	<i>Autres</i>	<i>Aucun</i>	<i>NSP</i>	<i>Refus</i>
Hommes %	32,9	22,4	12,0	3,8	2,1	1,1	7,1	14,7	3,8
Femmes %	29,9	23,1	9,2	2,5	1,2	0,8	5,2	21,4	6,7

Source : Sondage CROP publié dans *Le Montréal Matin*, 5 novembre 1976, p. 3.

On note certaines différences par sexe selon les intentions de vote attribuées à chaque parti, mais on constate que les catégories « ne sait pas » et « refus de répondre » regroupent plus de femmes (28,1 %) que d'hommes (18,5 %). De nombreux sondages ont montré que les femmes sont plus indécises ou moins portées à révéler leur intention de vote que les hommes. Il est aussi impossible d'avoir une idée exacte du degré de support des hommes et des femmes envers un parti politique puisqu'il n'y a pas, au Québec, d'urnes séparées pour les hommes et pour les femmes le jour du scrutin .

Conclusion

Les données exposées dans ce texte montrent que, contrairement aux idées ayant abondamment circulé sur la question, les Québécoises se sont largement prévaluées des droits conférés par leur affranchissement politique. Ces éléments nous amènent à conclure que l'on ne saurait plus longtemps cautionner, dans l'exploration des rapports multidirectionnels que les femmes ont historiquement entretenus au politique, l'idée que ces dernières ont, sciemment ou non, tourné le dos aux institutions depuis leur affranchissement politique officiel. Néanmoins, nous ne pouvons soutenir l'idée qu'elles sont parvenues à s'approprier ce territoire. Elles restent encore étrangères à ces lieux, puisqu'elles ne sont que quelques-unes, à peu près partout dans le monde, à disposer du pouvoir

symbolique de la représentation élue dans les lieux officiels de la politique. On ne peut cependant invoquer, pour expliquer cette situation, leur retrait ou leur absence d'intérêt à l'égard des mécanismes qui incarnent l'espace politique officiel. Ce serait encore une fois contribuer à invisibiliser les femmes, à les déposséder d'une dimension importante de leur culture politique, laquelle ne se limite toutefois pas qu'à ces seuls aspects. Néanmoins, cela confirme l'existence de barrières importantes pour les femmes autour de l'accès à la représentation politique. Ce constat n'a rien d'étonnant si l'on songe que depuis la levée des interdits juridiques autour du droit de vote et d'éligibilité des femmes, jamais celles-ci n'ont été invitées à redéfinir l'univers de la politique pour y adjoindre d'autres préoccupations, intérêts et règles du jeu.

Chantal Maillé
Département de science politique
Université Concordia

Notes

1. Dans un article du journal *Le Canada* du 3 février 1922, on lit : « La principale objection que l'on fait à ce mouvement, c'est que la majorité des Canadiennes françaises ne désirent pas le droit de vote; et que si on leur accorde, on leur impose un devoir à la demande d'une minorité de féministes. »
2. Certaines auteures, dont Catherine Cleverdon (1974), émettent l'opinion que les femmes du Québec auraient montré peu d'intérêt pour la question du droit de vote. Micheline Dumont-Johnson (1972) conclut elle aussi à « l'inertie et à l'indifférence de l'ensemble de la population féminine vis-à-vis la campagne suffragiste. Les femmes ne voulaient pas voter et auraient assisté presque malgré elles à la modification de leur statut » (Lavigne et Pinard 1977 : 21). Un examen des propos tenus dans la presse féminine québécoise entre 1890 et 1920 sur la question des droits politiques des femmes, de même que l'analyse des positions entérinées par les Cercles de fermières depuis leur fondation révèlent en effet des divergences de position entre les suffragettes et d'autres couches de la population féminine : « Les idées progressistes relatives au suffrage féminin dominant dans l'ensemble des cinq journaux analysés. Les perspectives libérales en matière de politique sont toutefois beaucoup plus rares (26 %) à travers l'enquête menée par le *Journal de Françoise* sur le même sujet. Il faut croire qu'en ce qui concernait le droit politique, le public des lectrices ne suivait pas au même rythme que les rédactrices, ces dernières allant peut-être beaucoup plus vite que leur milieu. Et si l'on se penche sur la position des Cercles des fermières, regroupement fondé en 1915 avec la mission d'organiser principalement les femmes des milieux ruraux du Québec, on apprend que ces Cercles prennent position contre le droit de vote des femmes au niveau provincial et qu'ils conserveront cette position jusqu'en 1940 » (Fahmy-Eid dans Cohen 1987 : 145).
3. Cette méthode d'approximation ne tient cependant pas compte des personnes de 21 ans et plus non éligibles, ne pouvant s'inscrire sur les listes électorales parce qu'elles n'y ont pas droit (immigrantes, prisonnières, etc.), et il est difficile d'estimer l'importance numérique de la population non éligible.
4. Les chiffres de 1965 proviennent du *Canadian National Election Study* et furent réunis par Philip Converse, John Meisel, Maurice Pinard, Peter Regenstreif et Milfred Schwartz. Les chiffres de 1974 proviennent du *Canadian National Election Study* et furent réunis par Harold Clarke, Jane Jenson, Lawrence Le Duc et Don Pammett. Les données de 1977 proviennent de l'enquête *Social Change in Canada* et furent réunies par Tom Atkinson, Bernard Blishen, Michael Ornstein et H. Michael Stevenson.
5. Cette hypothèse tend à se concrétiser aux États-Unis, où un écart important se développe avec les années entre le vote des hommes et celui des femmes. Voir l'étude de B. Abzug (1984).

L'étude de Klein (1984) abonde dans le même sens pour les résultats des présidentielles de 1980 où ce sont majoritairement les hommes (55 %) qui ont voté pour Reagan, contre 47 % des femmes. En France, De Cordon (1987 : 76) souligne elle aussi la présence d'un écart important dans le vote des hommes et des femmes. Elle mentionne à titre d'exemple qu'aux élections législatives de 1986, le Front national a recueilli 12 % du vote des hommes contre 7 % chez les femmes.

RÉFÉRENCES

- ABZUG, Bella
 1984 *Gender Gap : Bella Abzug's Guide to Political Power for American Women*. Boston, Houghton Mufflin Company.
- BEAUD, Jean-Pierre
 1984 « Vingt ans de sondages d'opinion politique au Québec », in Jean Crête (sous la direction de), *Comportement électoral au Québec*. Chicoutimi, Gaëtan Morin Éditeur : 25-118.
- BLAIS, André et Richard Nadeau
 1984 « L'appui au Parti québécois : évolution de la clientèle de 1970 à 1981 », in Jean Crête (sous la direction de), *Comportement électoral au Québec*. Chicoutimi, Gaëtan Morin Éditeur : 279-231.
- BERNARD, André
 1976 *Québec : Élections 76*. Montréal, Hurtubise HMH.
 1970 *L'abstentionnisme électoral au Québec, 1867-1967*. Mémoire présenté à la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- CLEVERDON, Catherine
 1974 *The Woman Suffrage Movement in Canada : the Start of Liberation*. Toronto, University of Toronto Press (première édition 1950).
- COHEN, Yolande
 1987 « L'association des Cercles de fermières au Québec : sociabilité et influence sociale », in Yolande Cohen (sous la direction de), *Femmes et contre-pouvoirs*. Montréal, Boréal : 135-154.
- DE CORDON, Violaine
 1987 *Vivement des femmes : enquête sur leur place dans la vie politique*. Paris, Balland.
- DEPATIE, Francine
 1965 *Comportement électoral au Canada français*. Mémoire de maîtrise, Département de science politique, Université de Montréal.
- DROUILLY, Pierre
 1983 *Statistiques électorales fédérales du Québec, 1867-1980*. Montréal, Université de Québec à Montréal.
 1982 *Statistiques électorales du Québec, 1867-1981*. Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

DUMONT-JOHNSON, Micheline

- 1972 *Tradition culturelle et histoire politique de la femme au Canada*. Étude réalisée pour la Commission Bird. Ottawa, Imprimeur de la reine.

DUVERGER, Maurice

- 1955 *La participation des femmes à la vie politique*. Paris, Unesco.

FAHMY-EID, Nadia

- 1981 « La presse féminine au Québec (1890-1920) : une pratique culturelle et politique ambivalente », in Yolande Cohen (sous la direction de), *Femmes et politique*, Montréal, Éditions du Jour : 101-125.

GÉRIN-LAJOIE, Marie

- 1922 « Le suffrage féminin », *La bonne parole*, 10 janvier : 3.

KLEIN, Ethel

- 1984 *Gender Politics : from Consciousness to Mass Politics*. Cambridge, Harvard University Press.

LAVIGNE, Marie et Yolande Pinard

- 1977 *Les femmes dans la société québécoise*. Montréal, Boréal Express.

MAILLÉ, Chantal

- 1988 *Dynamique de l'émergence d'une élite politique féminine : le cas du Québec*. Thèse de doctorat, Département de science politique, Université du Québec à Montréal.

MICHEL, Andrée

- 1965 « Les Françaises et la politique », *Les temps modernes*, 230 : 61-91.

UHLANER, Caroline J.

- 1984 « La participation politique des femmes au Québec : 1965-1977 », in Jean Crête (sous la direction de), *Comportement électoral au Québec*. Chicoutimi, Gaëtan Morin Éditeur : 201-241.